

IDÉE

Imaginer • Dialoguer • Écouter • Expliquer

Conseil citoyen de la 2^{ème} circonscription de l'Isère

9^{ème} session du conseil citoyen IDEE
ICM d'Echirolles le 14 juin 2011

Actualité parlementaire



Panorama

- Trois textes choisis

1. Loi relative à l'immigration, l'intégration et la nationalité

- En attente de promulgation (après décision du conseil constitutionnel)

2. Projet de loi relatif à la bioéthique

- Adopté en seconde lecture par Assemblée et Sénat – en CMP la semaine du 20/06


3. Projet de loi constitutionnelle relatif à l'équilibre des finances publiques

- Adopté en 1ère lecture par l'Assemblée



Loi relative à l'immigration à l'intégration et à la nationalité

▪ Présentation du gouvernement

- Mieux prendre en compte les effort d'intégration du migrants pour le maintien sur le territoire comme pour l'accès à la nationalité
 - Mettre en place la "carte bleue européenne" pour les travailleurs hautement qualifiés
 - Renforcer la lutte contre l'immigration irrégulière et le travail clandestin
 - Réorganiser le contentieux de l'éloignement
 - Protéger d'éventuelles poursuites ceux qui apportent une aide d'urgence aux étrangers en situation irrégulière
- 

La critique du groupe SRC

Avis général sur le texte

- Instrumentalisation des questions d'immigration pour susciter la peur (vague migratoire) et justifier l'outrance sécuritaire
 - Volonté de séduire l'électorat FN

Mesures contestées

1. L'effacement de la justice

- Pour couvrir les nombreuses irrégularités de procédure et faciliter la politique du chiffre, le gouvernement s'attaque au juge des libertés et de la détention.
 - Etrangers privés de liberté pour 5 jours sur simple décision de l'autorité administrative
 - Expulsion, même en cas d'irrégularités, avant le passage devant le JLD.



La critique du groupe SRC

2. L'allongement de la durée de rétention

- Le délai de rétention des étrangers passe désormais à 45 jours, contre 32 actuellement.
- Etendue jusqu'à 18 mois pour "actes de terrorisme" (mesure censurée par le conseil constitutionnel)

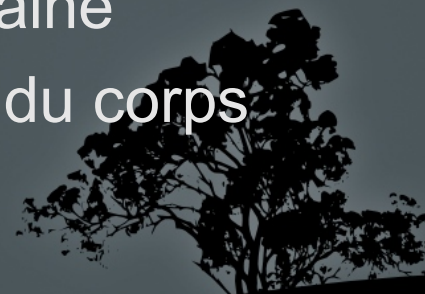
3. La désignation de boucs-émissaires

- Droit au séjour des étrangers gravement malades remis en cause.
 - "Inexistence" plutôt qu' "inaccessibilité" du traitement dans le pays d'origine
- Un nouvel arsenal anti-Roms



Loi de bioéthique

- Texte relatif aux sciences biomédicales et les biotechnologies
- Précédentes loi de bioéthiques consensuelles (1994 – 2004)
 - Gauche et droite d'accords autour de grands principes pour encadrer la recherche :
 - Liberté des chercheurs
 - Respect de la personne humaine
 - Refus de la marchandisation du corps



Loi de bioéthique

- Rupture du consensus et opposition droite/gauche sur différents sujets :
 - Recherches sur l'embryon et les cellules souches à partir d'embryons voués à la destruction
 - Accès à l'assistance médicale à la procréation (généralisé / limité aux cas d'infertilité)
 - Autorisation du transfert post-mortem d'embryon
- Quelques points de convergence demeurent
 - Refus de la gestation pour autrui




La critique du groupe SRC

- Une approche conservatrice du camp majoritaire adossée à des arguments philosophiques et religieux contestables
 - Refus d'autorisation d'une recherche prometteuse et porteuse d'innovation dans le domaine médical (embryon et cellules souches)
 - Refus de prendre en compte l'évolution des formes de vie familiale (généralisation de l'AMP)
 - Refus de faire prévaloir un principe d'humanité (transfert post-mortem)

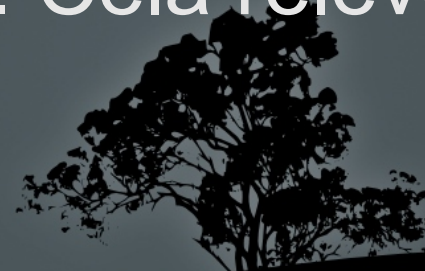


Constitutionnalisation de l'équilibre des finances publiques

- Inscrire dans la Constitution le principe d'une loi-cadre de programmation des finances publiques pluriannuelle visant à assurer l'équilibre des comptes
 - Loi-cadre d'une durée de 4 ans
 - Traduction des règles d'orthodoxie budgétaire décidées au niveau européen ("pacte pour l'Euro plus")
 - S'impose aux lois de finances et aux LFSS
 - Serait révisable chaque année par les Assemblées..!
- 

Critique du groupe SRC

- Au mieux une loi pour rien (on change la constitution pour faire comme avant)
- Au pire une loi qui institutionnalise l'austérité et conduit à l'asphyxie économique
- Nul besoin de modifier la Constitution pour redresser les comptes publics. Cela relève d'une volonté politique.



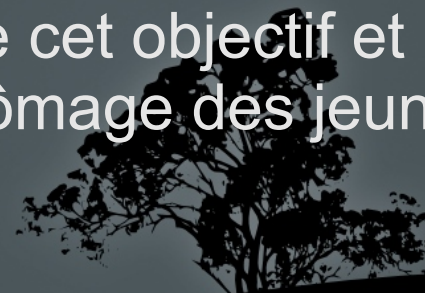
D'autres textes en débat

1. Proposition de loi UMP de réforme de la loi Hôpital – Patients – Santé – Territoires (HPST)

- Un enjeu fort au coeur de ce texte : la lutte contre les déserts médicaux

2. Proposition de loi UMP pour le développement de l'alternance

- Objectif : obtenir un doublement du nombre d'apprentis (de 400 à 800 000) d'ici à 2014
- Mesures insuffisantes pour atteindre cet objectif et plus largement pour lutter contre le chômage des jeunes



D'autres textes en débat

3. Projet de Loi de Finances Rectificative pour 2011 (PLFR)

- Un enjeu de taille : la réforme de l'impôt sur la fortune (contrepartie de la suppression du bouclier fiscal étalée sur 3 ans) – 2 mds Euros de manque à gagner pour l'Etat

4. Proposition de loi PS sur la légalisation du mariage entre personnes du même sexe

- Rejetée par la majorité parlementaire

